

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1585

Rubrik: Conseil fédéral

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le plateau gouverne la Suisse

L'exécutif penche vers Zurich et la Suisse occidentale. Le reste du pays est sous représenté. A l'avenir, les régions bilingues pourraient accroître leur influence.

Jusqu'en 1999, les membres du Conseil fédéral devaient tous être originaire d'un canton différent. Depuis, cette règle a été abolie. Elle avait pour but d'éviter une représentation trop forte des grands cantons. L'esprit de cette disposition ne fut guère respecté lorsqu'en 1973 Pierre Graber, certes Neuchâtelois d'origine mais à la carrière politique exclusivement vaudoise, fut rejoint au Conseil fédéral par un Vaudois de souche, si l'on ose dire, Georges-André Chevallaz. Deux anciens syndics de Lausanne siègent ainsi simultanément au Conseil fédéral dans les années septante.

L'élection du 10 décembre a été vécue comme purement politique et sans égards pour les femmes. Mais la dimension régionale y a joué un rôle très important. Le

Conseil fédéral sortant penchait vers l'Occident. Avec les deux Romands, le Seelandaï Samuel Schmid et le Fribourgeois Joseph Deiss, quatre conseillers fédéraux sur sept venaient de l'ouest de Berne et étaient issus d'une population, en gros, de deux millions d'habitants (cantons romands avec les districts limitrophes bernois) alors que la Suisse est peuplée de 7,3 millions d'individus. Le déséquilibre est évident. L'élection de Christine Beerli, une autre habitante du Seeland, aurait donné un poids disproportionné à la Suisse occidentale dès l'instant où Joseph Deiss était réélu.

Des pans entiers du pays sont de moins en moins présents, ce qui laisse assez indifférent les Romands dont la représentation est assurée. Deux conseillers fédéraux étaient issus de la Suisse centrale et orientale: Ruth Metzler et Kas-

par Villiger. Il n'y en a désormais plus qu'un: Hans-Rudolf Merz. Et depuis le départ d'Otto Stich en 1995, le grand Nord-Est, de Bâle à Soleure, n'a plus envoyé qui que ce soit au gouvernement.

En fait deux pôles forts se dessinent peu à peu. Tout d'abord un grand Zurich avec des conseillers fédéraux qui n'y résident pas forcément, mais dont la vie professionnelle antérieure tournait dans une orbite plus ou moins proche de la métropole de la Limmat. Tout Appenzellois qu'ils soient, les conseillers d'entreprise Ruth Metzler et Hans-Rudolf Merz avaient forcément un contact constant avec le monde des affaires de la Bahnhofstrasse, même si l'homme d'Herisau présidait le conseil d'Helvetia-Patria dont le siège est à St-Gall.

Le second pôle est celui de l'ouest de la Suisse, des cantons

latins et du versant alémanique de la frontière linguistique qui produit depuis une vingtaine d'années de nombreux politiciens d'envergure, de Ruth Lüthi à Christine Beerli, de Peter Bodenmann à Otto Piller ou Samuel Schmid. Ces gens de la frontière sont bilingues et savent construire des ponts entre les régions du pays.

Le reste de la Suisse est un peu réduit à la portion congrue et doit se contenter de placer l'un ou l'autre des siens de temps en temps au Conseil fédéral. Cette situation est-elle appelée à durer? Le pronostic est difficile, mais le poids de Zurich ne va certainement pas diminuer et pour le maintien de l'unité du pays, le rôle de la bande bilingue de Sierre à Macolin, via Jaun et Morat, pourrait bien s'accroître dans notre vie politique. *jpg*

Marché de l'électricité

Eléments pour une nouvelle loi

En concédant un rabais substantiel (non dévoilé) à Migros, les Entreprises électriques fribourgeoises ont mis fin à la procédure engagée contre leur monopole. Restent donc applicables et la loi sur les cartels et la jurisprudence de la Commission de la concurrence, ainsi que celle du Tribunal fédéral. Cette semi-libéralisation va pousser les distributeurs à négocier avec leurs gros clients de nouveaux contrats, comme ils l'avaient fait avant la votation sur le marché de l'électricité, afin de les fidéliser. Mais on se trouve dans une situation où les règles du jeu sont floues. Celle du «monopole contesté» quand un gros client engage de longues procédures judiciaires pour bénéficier de la concurrence ou celle du «monopole as-

soupli» quand le distributeur anticipe et accepte de revoir (confidentiellement) ses prix. Ni l'égalité de traitement, ni la transparence ne peuvent se satisfaire d'un régime aussi boiteux.

Deux interventions devraient permettre d'accélérer les travaux d'élaboration d'une nouvelle loi, l'une venant de l'Union syndicale suisse (USS) et l'autre, hors de nos frontières, de l'Union européenne. L'USS a réclamé, dans la perspective d'une réforme, que le transport du courant à haute tension soit confié à une société nationale au lieu d'être assumé par des sociétés intégrées verticalement qui sont aussi des distributrices en situation de monopole. Ce découplage permettrait de mieux assurer nos liaisons internationales et d'ouvrir le marché suisse.

L'USS demande aussi une instance de régulation douée de pouvoirs forts. La faiblesse du régulateur était un des défauts majeurs de la loi rejetée par le peuple.

Planification européenne

L'autre donnée nouvelle est le projet de directive présentée par la commissaire européenne Loyola de Palacio (transports et énergie). Ces propositions corrigent les défauts reprochés avec pertinence à la libéralisation, en introduisant des doses fortes de surveillance et de planification. On se souvient que, selon les adversaires de la libéralisation, la recherche du profit en situation de concurrence pousserait les distributeurs à travailler au maximum de leurs ca-